

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 22 février 2024

L'Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI) a revu à la hausse son estimation de **croissance pour l'économie mexicaine** de 0,1 point de pourcentage, à 3,2 % du PIB en 2023.

LE CHIFFRE A RETENIR

3,2 %

Taux de croissance du PIB
mexicain en 2023

Cette révision est principalement dû à un ajustement dans le secteur des services, qui aurait enregistré une meilleure croissance que prévu à 3,1 % contre 2,9 % estimés précédemment.

En revanche, le PIB du secteur secondaire aurait enregistré une croissance de 3,5 % en 2023 (contre 3,6 % prévus). Par ailleurs, le secteur primaire a progressé de 2,1 % et non de 2,2 % attendus.

Selon Pantheon Macroeconomics, la croissance devrait rester faible à court terme en raison du resserrement des conditions financières et des envois de fonds moins favorables en provenance de l'étranger. Toutefois, le marché du travail resterait dynamique, empêchant une tendance baissière prolongée de l'activité économique.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Selon le consensus de marché, **l'économie du Mexique enregistrerait une croissance annuelle de 2,3 % en 2024, et l'inflation s'établirait en moyenne à 4 %**. La croissance économique mexicaine serait ainsi supérieure à la moyenne de la région Amérique Latine, estimée à 1,6 %, pour la quatrième année consécutive. La prévision de croissance a été révisée de 0,6 points par rapport à celle de septembre dernier (1,7 %), et équivaut au plancher de la fourchette de prévision de la Banque centrale du Mexique (Banxico), de [2,3 % ; 3,7 %], avec estimation centrale de 2,6 %. Les prévisions d'inflation montrent un premier ajustement à la hausse (+0,1 point) par le marché depuis près de deux mois, mais maintiennent un retour dans la fourchette cible de Banxico (3 % +/- 1 pp). Par ailleurs, pour 2024, le marché anticipe plusieurs baisses du taux directeur, de 11,25 % à 9,2 %, ce qui impliquerait une réduction de 200 pbb.

Selon l'Institute of International Finance (IIF), le contexte mondial est favorable à l'émission de dette et les marchés émergents, comme le Mexique, en profitent pour **mettre en œuvre leurs plans de financement**. L'appétit pour le risque est alimenté par une baisse des rendements à long terme aux Etats-Unis, l'hypothèse d'un *soft lending* de l'économie étatsunienne, et la performance positive de la dette en monnaie locale. En janvier, de nouveaux placements de dette ont effectivement été menés par le gouvernement du Mexique, pour 9,5 Mds USD.

La note de crédit du Mexique attribuée par l'agence de notation Standard & Poor's reste stable à BBB, soit deux crans au-dessus du **grade d'investissement**, mais pourrait être affectée par la stratégie budgétaire du gouvernement et par la mauvaise santé **financière de l'entreprise nationale pétrolière Pemex**. Contrairement à Moody's, qui attribue à Pemex une note indépendante de celle du gouvernement fédéral, S&P n'effectue pas de distinction, en raison des liens financiers étroits que l'administration entretient avec la compagnie pétrolière.

Sur la première quinzaine du mois de février, l'inflation aurait ralenti à 4,45 % g.a., contre 4,87 % g.a. sur la deuxième quinzaine du mois de janvier, **selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie**. Il s'agit de la seconde quinzaine consécutive de modération. Les données sont plus faibles que les anticipations du marché, qui prévoyait un taux de 4,73 %. L'inflation sous-jacente se serait établie à 5,7 % (contre 9,8 % à la fin du mois de janvier)

Finances publiques

En 2023, les recettes de l'Etat auraient enregistré une **croissance annuelle de 1 %** (à 410 Mds USD), mais resteraient inférieures de 5 Mds USD à ce qui avait été approuvé. L'an dernier, pour la deuxième fois sous le mandat du Président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), les recettes nettes du secteur public auraient été inférieures à l'objectif fixé dans la Loi sur les recettes fédérales (déficit de -1,2 %, contre -3 % en 2020). Selon le Ministère des Finances, cette contreperformance serait notamment associée à l'appréciation du peso mexicain, qui aurait affecté les recettes pétrolières,

ainsi que les recettes de TVA provenant des échanges extérieurs. Sur les quatre derniers mandats présidentiels, celui d'AMLO enregistrerait la plus mauvaise performance en termes de croissance des recettes budgétaires. En effet, ces dernières auraient cru de 15 % sous Peña Nieto, de 20 % sous Calderón et de 46 % sous Fox, contre seulement 7 % sous AMLO selon les prévisions du Ministère des Finances.

En 2023, l'entreprise nationale pétrolière PEMEX aurait bénéficié d'avantages fiscaux à hauteur de 18,5 Mds USD. Ce soutien s'inscrit dans le cadre de recettes pétrolières lourdement affectées par : (i) une production de pétrole brut stagnante ; (ii) la baisse des prix mondiaux du pétrole ; et (iii) la forte appréciation du peso mexicain. Les avantages perçus par la compagnie pétrolière sont équivalents à la somme du budget du Ministère de la Santé (12 Mds USD) et de celui du Ministère de la Sécurité et de la Protection des citoyens (6,5 Mds USD). Les allègements fiscaux proviennent majoritairement de la réduction du Droit d'Utilité Partagé (*DUC*), le principal impôt payé par la compagnie pétrolière. En 2019, le taux payé par Pemex au Ministère des Finances était de 65 %. En 2023, le taux a été abaissé à 40 %, puis à 30 % récemment. La réduction de ce taux implique que l'entreprise conserve une plus ample partie des recettes pétrolières, sans que le manque à gagner pour les caisses de l'Etat ne soit compensé par de nouvelles formes de revenus.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 22/02/2024
Bourse (IPC)	-0,39%	+7,1%	57 024,26 points
Change MXN/USD	0,18%	-6,70%	17,13
Change MXN/EUR	1,09%	-4,82%	18,53
Prix du baril mexicain	0,64%	10,27%	73,47

Amérique centrale

El Salvador

Le gouvernement conserverait le bitcoin au prix d'un accord avec le FMI. Le vice-président Felix Ulloa a affirmé que, si le gouvernement devait choisir entre éliminer le bitcoin comme monnaie légale ou accepter un accord financier avec le FMI, il conserverait le bitcoin. Le FMI et le gouvernement de Bukele sont en pourparlers depuis 2021 en vue d'un accord financier d'au moins 1,3 Md USD, ce qui lui donnerait par ailleurs accès aux ressources d'autres bailleurs internationaux alignés sur les

conditions du FMI (Banque Mondiale et BID), pour un montant similaire. Le Fonds a cependant fait de la suppression du bitcoin comme monnaie légale, en vigueur depuis septembre 2021, une condition nécessaire à un tel accord, en raison des risques économiques qui pèsent sur les finances et la transparence de l'économie du pays.

Le changement climatique a coûté 2,2 Mds USD au Salvador en 30 ans. **Selon un rapport de la BID**, le Salvador se classe au 28e rang des pays les plus exposés au changement climatique dans le monde, qui affecte principalement les infrastructures et l'agriculture. La BID souligne que le coût des événements extrêmes atteindrait 7,2 % du PIB annuel à partir de 2030 si des mesures ambitieuses et immédiates ne sont pas prises. Après des périodes de sécheresse entre juillet et août, les producteurs salvadoriens sont confrontés à des précipitations excessives à l'approche de l'hiver, entraînant des pertes qui, pour la seule année 2023, dépassent les 82,6 M USD. Le rapport souligne que les phénomènes climatiques ont réduit la productivité des principales cultures au Salvador, en particulier de 36 % pour la canne à sucre.

Le parti du Président Bukele obtient la majorité au Congrès du Salvador avec 54 députés sur 60. Le parti au pouvoir de Nayib Bukele, Nuevas Ideas (NI), a obtenu 54 sièges sur 60 à l'Assemblée législative, ce qui lui octroie une super-majorité. Les partis alliés de NI au Congrès, le Partido de Concertación Nacional (PCN) et le Parti Démocratique Chrétien (PDC) ont obtenu respectivement deux et un siège. L'Alliance républicaine nationaliste (Arena, droite) et le parti minoritaire Vamos (centre-droit) ont obtenu respectivement 2 et 1 siège au Parlement. Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), parti de gauche qui comptait jusqu'alors quatre députés, n'a obtenu aucun siège pour la première fois depuis la signature des accords de paix (1992).

Guatemala

Emmanuel Macron s'est entretenu avec Bernardo Arévalo à l'occasion de la tournée européenne du dirigeant guatémaltèque. Lors de leur entretien à l'Élysée, le Président Macron a offert le « soutien inconditionnel » de la France à la lutte pour la démocratie au Guatemala. Des sujets de convergence ont été identifiés, tels l'approfondissement des relations bilatérales entre la France et le Guatemala, notamment dans les domaines des infrastructures, des énergies renouvelables, de l'archéologie et de la culture. Le président Arévalo a également rencontré dans le cadre de cette tournée la directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, le secrétaire général de l'OCDE, Mathias Cormann, et le haut représentant de l'UE Joseph Borrell avec qui il a signé un protocole d'entente. Le gouvernement guatémaltèque a décrit l'accord comme un pas important de l'UE et du Guatemala vers le renforcement des relations, des investissements et du développement. Il s'était rendu quelques jours auparavant à la Conférence de Sécurité à Munich, où il a échangé tour à tour en réunions bilatérales avec le président ukrainien Volodimir Zelensky, le chancelier allemand Olaf Scholz et Alejandro Mayorkas, secrétaire américain à la sécurité intérieure sur des sujets de coopération.

La Chine avertit le Guatemala qu'elle n'accepterait qu'une reconnaissance totale. Après les déclarations du ministre des affaires étrangères Carlos Ramiro Martínez, sur sa volonté de nouer des liens avec la Chine, le président Arévalo a cherché à nuancer ses propos en précisant que les relations diplomatiques se font avec Taïwan et les

relations commerciales avec la Chine. Ces propos étaient similaires à ceux tenus par de précédents présidents du Guatemala. Le régime chinois a cependant averti le Guatemala qu'il n'accepterait qu'une reconnaissance totale, selon le principe d'une seule Chine dans le monde. L'arrivée au pouvoir du président Arévalo est perçue par la Chine comme une occasion idéale d'établir des relations diplomatiques et de concrétiser l'expulsion de Taiwan du Système d'intégration centraméricain (SICA). Au cours des huit dernières années, Taiwan a perdu au moins dix de ses alliés internationaux et ne compte plus que douze partenaires, dont les principaux sont le Guatemala et le Paraguay.

Le chargement et déchargement de marchandises dans les ports guatémaltèques a **baissé d'un million de tonnes en 2023** (-3 % g.a.). Le port le plus touché a été Santo Tomas de Castilla, en raison de la baisse du transport minier de vrac solide et du transport de marchandises par conteneurs.

En 2023, le Guatemala a importé 3,2 millions de barils **d'hydrocarbures** de plus qu'en 2022. Le montant payé pour l'importation de pétrole et de produits pétroliers a néanmoins baissé de 778,7 M USD en 2023 par rapport à 2022, en raison de la baisse des prix internationaux pour tous les produits pétroliers.

Honduras

L'activité économique a augmenté de 3,8 % en 2023. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), l'économie hondurienne a été stimulée par la demande intérieure accrue en aliments, services et intrants de construction, malgré un scénario international défavorable et une demande extérieure plus faible. Le directeur de la BCH, Carlos Ávila, a également souligné une bonne performance du secteur financier. Les activités qui ont connu la plus forte croissance sont l'intermédiation financière et les services connexes (+15,2 %), l'hôtellerie et la restauration (+12,2 %), les transports et les communications (+7,9 %), la construction privée (+6,5 %), ainsi que le courrier et les télécommunications (+5 %).

Le gouvernement hondurien a reçu une délégation des États-Unis à laquelle il a présenté le projet de train interocéanique. La rencontre a eu lieu avec la nouvelle Commission nationale du chemin de fer interocéanique du gouvernement. La délégation américaine a exprimé son intérêt à soutenir le projet et à financer les études de faisabilité. Selon les premières estimations, le projet coûterait quelques 20 Mds USD. Les pays ayant manifesté leur intérêt jusqu'à présent sont les États-Unis, la Chine, l'Italie, l'Espagne, le Japon, la Corée du Sud et le Qatar. Il est prévu que la ligne de chemin de fer serve de passage à des trains cargos d'une capacité de plus de 300 000 tonnes, ainsi qu'au passage de 10 000 conteneurs en 24 heures. Les lignes ferroviaires seraient d'environ 440 kilomètres linéaires. Des institutions financières telles que la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) ont déjà mis 200 M USD à la disposition du gouvernement pour la conception et les études de préfaisabilité technico-financières, ainsi que pour la gestion de l'impact environnemental et des risques.

La CAF et l'ONU Tourisme encouragent les investissements durables au Honduras. Les deux entités ont signé un accord de coopération pour développer la phase II des guides d'investissement touristique dans cinq pays supplémentaires d'Amérique latine

et des Caraïbes, dans le but d'attirer les investissements étrangers directs dans des initiatives de tourisme durable. Les pays bénéficiaires seraient le Brésil, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique et le Pérou. Dans le cadre de l'accord, une analyse approfondie de la compétitivité et du climat d'investissement du secteur touristique dans chacun des cinq pays sélectionnés serait effectuée. Les résultats de ce travail seraient traduits dans un guide d'investissement touristique pour chaque pays, qui comprendrait des chapitres sur la situation économique générale, les cadres réglementaires et les incitations à l'investissement.

Nicaragua

Les États-Unis interdisent l'entrée à 100 fonctionnaires municipaux nicaraguayens liés à Daniel Ortega. Washington considère que la réélection de M. Ortega en 2021 est frauduleuse et lui reproche une vague d'arrestations d'opposants, dont beaucoup sont toujours en prison, ont été contraints à l'exil ou ont été déchus de leur nationalité.

Le Nicaragua enregistre une forte baisse des revenus des exportations de vêtements en 2023. Les revenus enregistrés par les entreprises des zones de libre-échange établies au Nicaragua pour les exportations de vêtements vers les États-Unis ont connu une baisse de 31 %, selon les chiffres du Bureau des textiles et de l'habillement (Otexa) de l'Administration du commerce international aux États-Unis. La Centrale des travailleurs sandinistes (CTS) estime pour sa part que la baisse ne dépasse pas 18 %. Ce recul, qui affecte également l'emploi des *maquilas*, est dû à des facteurs externes tels les prix du pétrole ou les comportements des consommateurs. Les chiffres officiels des exportations d'Otexa indiquent qu'en 2023, celles-ci s'élevaient à 1,9 Md USD, contre 2,8 Mds USD en 2022.

Panama

Selon le Ministère de l'Économie et des Finances, le déficit public serait de 2,46 Mds USD en 2023, soit 2,95 % du PIB. L'objectif inscrit dans la loi de Responsabilité Sociale et budgétaire de déficit à 3 % du PIB aurait été respecté. Les dépenses du secteur public sur l'année écoulée atteindraient 17,6 Mds USD, avec des recettes de 15,1 Mds USD. La charge de la dette aurait augmenté de 63 % par rapport à 2022, à 2,15 Mds USD.

Selon l'agence de notation *Fitch Ratings*, en 2024, le déficit budgétaire du Panama **s'élèverait à 4,7 % du PIB**, et le taux de croissance **de l'économie serait** de 1,5 % g.a.. Ces prévisions sont plus pessimistes que celles de septembre 2023 qui indiquaient 4,3 % du PIB de déficit public et une croissance économique de 4,5 %. L'agence de notation a aussi confirmé la note « BBB- », qui avait été diminuée en octobre 2023, en lien avec la fermeture de la mine. L'agence alerte sur le fait que le respect de la règle budgétaire en 2023 a été possible grâce à des manœuvres comptables, tel que le report de paiement de certains fournisseurs (estimé à 2 % du PIB), qui pourraient dégrader la situation des finances publiques à moyen terme.

Selon l'Autorité du Tourisme de Panama (ATP), les recettes issues du tourisme auraient totalisé 5 Mds USD entre janvier et novembre 2023, ce qui représente une croissance annuelle de près de 17 %. Ces chiffres restent toutefois inférieurs aux niveaux pré

pandémiques. En 2019, le tourisme avait généré 7,05 Mds USD de devises pour le pays. Au total, 2 M de touristes sont entrés dans le pays sur cette période, contre 2,49 M sur la même période en 2019.

Selon le Ministre de la sécurité publique, les organisations criminelles auraient obtenu 820 M USD en aidant des migrants à traverser le Darién en 2023. Depuis le début de l'année 2024, 54 000 migrants ont traversé la frontière entre le Panama et la Colombie. Selon les prévisions des autorités migratoires, le nombre de migrants en transit par le Darién devrait augmenter de 20 % cette année.

Selon l'Autorité maritime de Panama, 8,3 millions de conteneurs 20 pieds ont transité au Panama au cours de l'année 2023, un nombre en baisse de 2,4 % par rapport à 2022. Sur les six ports qui opèrent dans le pays, deux d'entre eux ont enregistré une augmentation du transit de conteneurs, le port de Bocas Fruit Co et le Panama Ports Company Balboa, avec une augmentation du nombre de conteneurs de 15,7 % et de 6 % respectivement.

Caraiïbes

Cuba

D'après l'Office nationale des statistiques (ONEI), l'indice des prix à la consommation aurait progressé en janvier de 31 % g.a. Les principales hausses de prix enregistrées en glissement annuel concernent l'hôtellerie restauration (43,2 %), les transports (38,1 %) et les Aliments et boissons non alcoolisées (37,2 %). L'inflation sur les Boissons alcoolisées et le tabac a, par contre, diminué de 10,8 %. D'après le gouvernement cubain, les principales raisons de cette augmentation seraient le déficit de production et la pénurie de devises.

République Dominicaine

Depuis **le début de l'année 2024**, le **déficit budgétaire s'élèverait à 234 M EUR**. Cette situation reflèterait une augmentation de la charge d'intérêts sur la dette et des dépenses publiques. En effet, depuis le 1er janvier 2024, 1,1 Md EUR ont été dépensés pour le remboursement des intérêts, 249,5 M EUR ont été dépensés en éducation et 324,2 M EUR en santé publique. En dépit de ces dépenses élevées, le solde primaire (hors paiement des intérêts) a été positif, à 730,3 M EUR depuis janvier 2024.

Iles Turques-et-Caïques

Le Conseil de l'Union européenne a retiré le 20 février 2024 les Iles Turques-et-Caïques de la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.

Bahamas

Selon l'Institut National de Statistiques du Bahamas, au T4 2023, les importations de marchandises auraient chuté de 3 % g.a. en valeur. Le pays aurait importé 1 Md USD de marchandises sur l'année 2023, et exporté 143 M USD.

Le Conseil de l'Union européenne a retiré les Bahamas de la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales. Cette décision vise à saluer les mesures prises dans le pays pour améliorer leur coopération fiscale avec les pays membres.

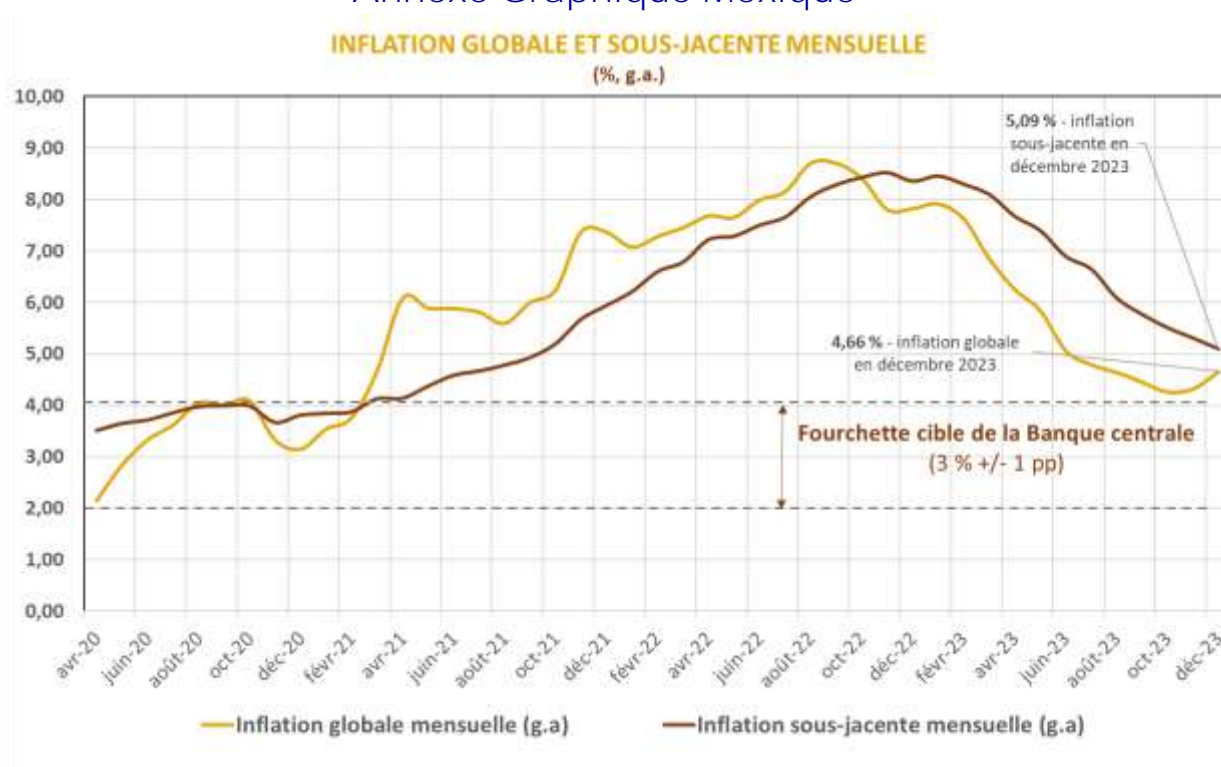
Jamaïque

Selon l'Institut Statistique de la Jamaïque, entre janvier et septembre 2023, la facture des importations de denrées alimentaires **s'élèverait à 1 Md USD**, en baisse de 2 M USD **par rapport à l'année précédente.** L'importation de produits alimentaires représenterait 17,5 % de la facture totale des importations du pays qui s'élèverait à 5,9 Mds USD sur cette période.

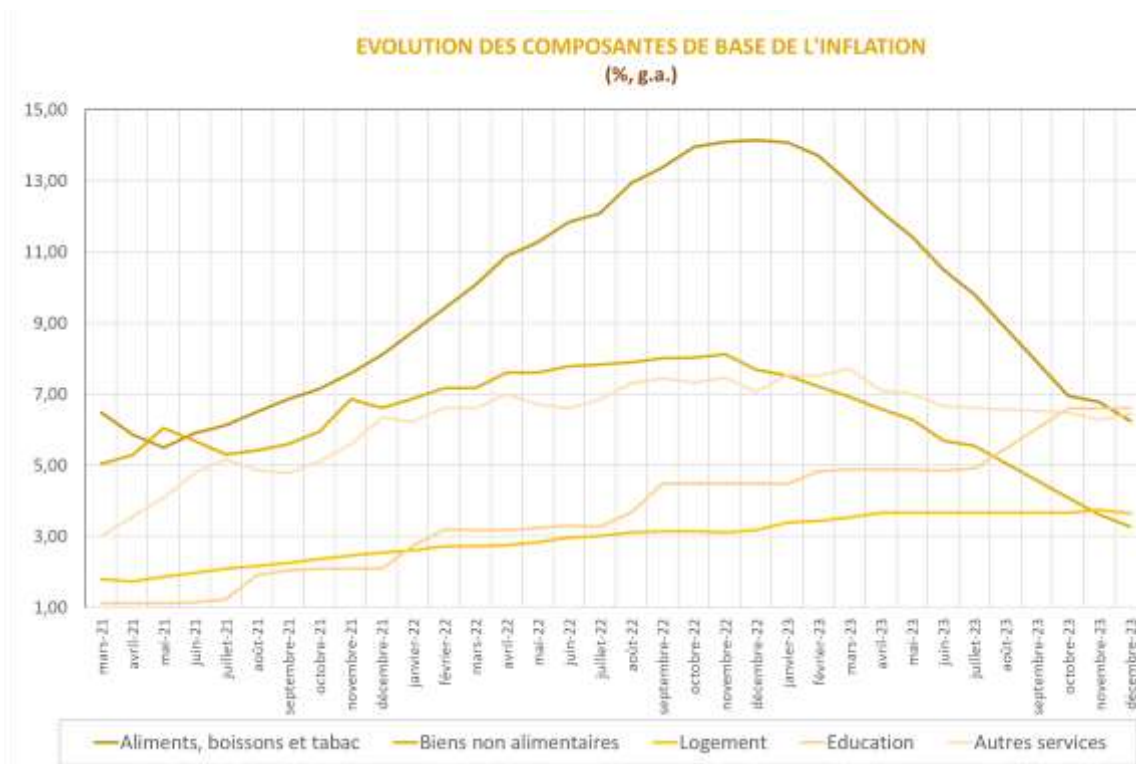
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,2 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	5,75 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5,00 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

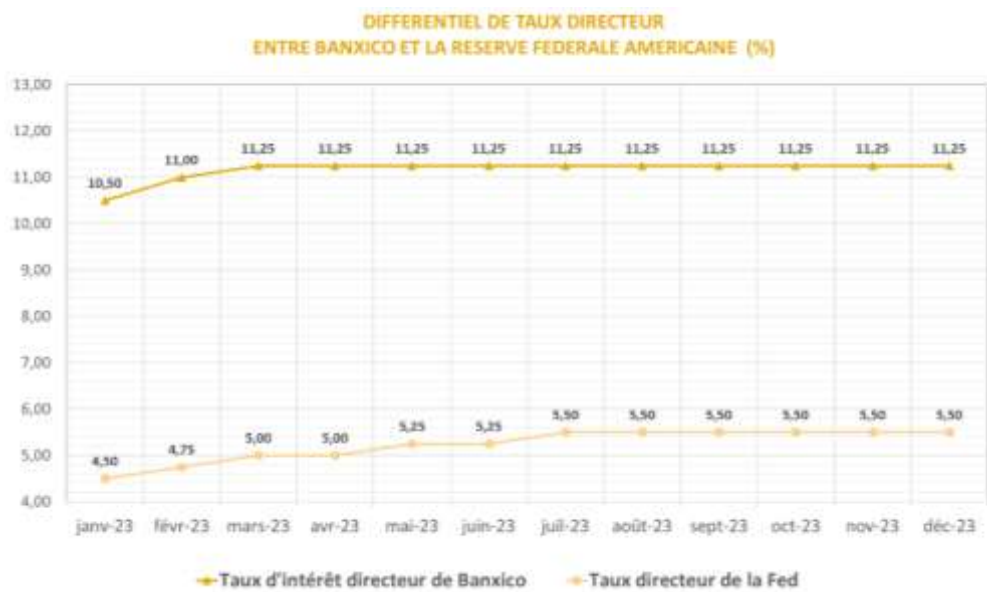
-Annexe Graphique Mexique -



Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



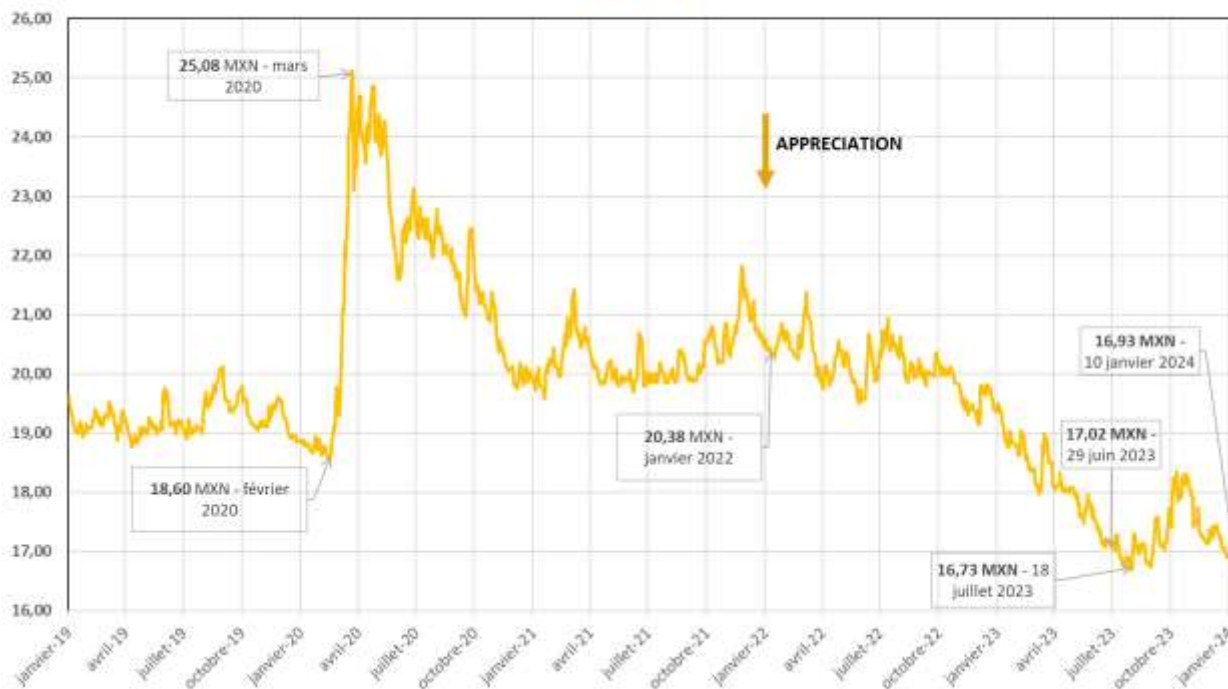
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

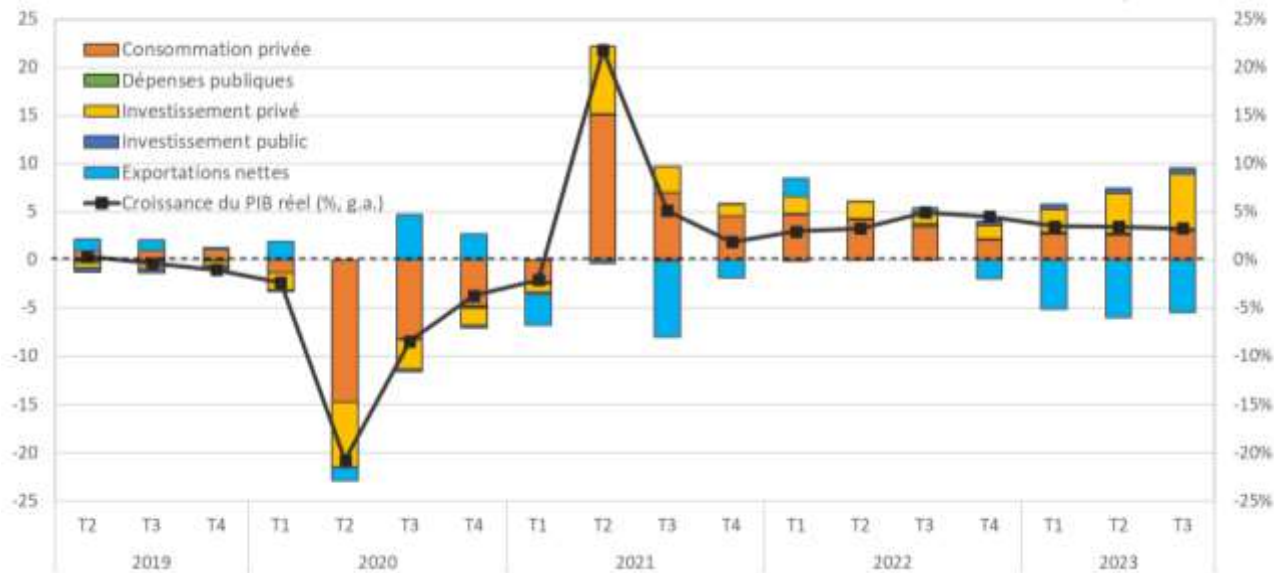
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

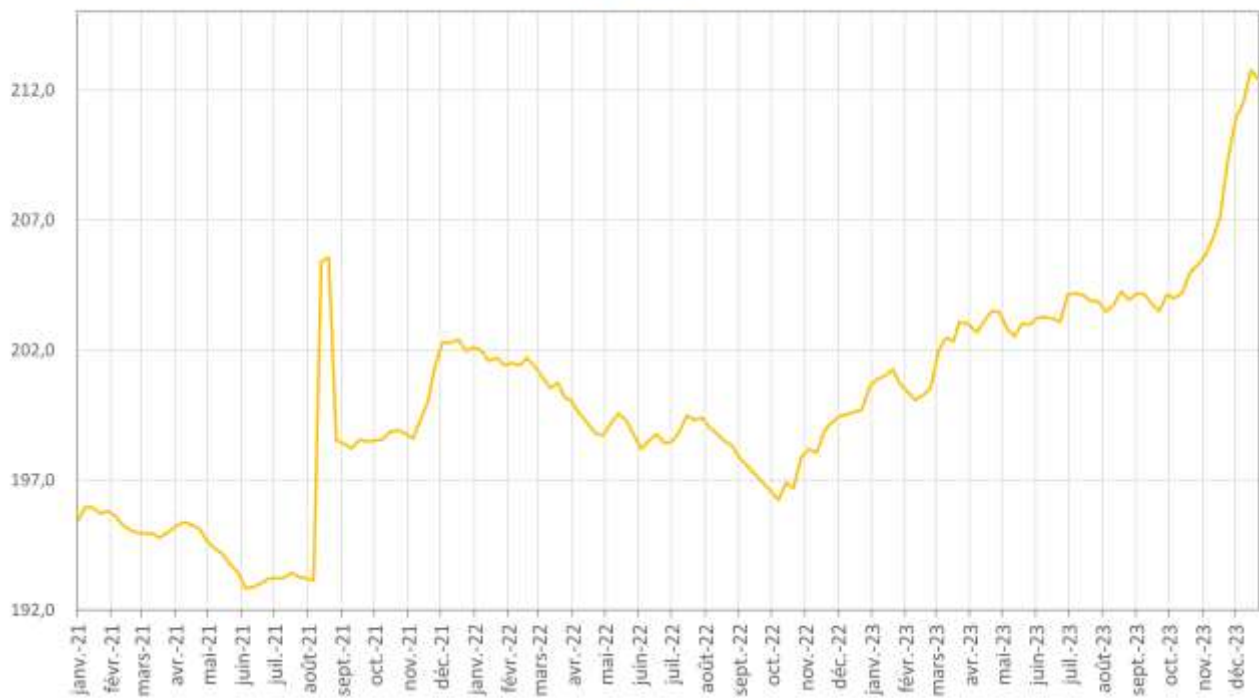
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr